

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 avril 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 20 de l'ordre du jour

Développement durable**Lettre datée du 8 avril 2011, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Tadjikistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de rapport de synthèse sur la manifestation spéciale sur le thème « Les défis et les problèmes liés à l'eau en milieu urbain », qui a eu lieu le 22 mars 2011 à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, qui était organisée par la Mission permanente du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec la Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies, , le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et South-South News (voir en annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre du point 20 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Sirodjidin **Aslov**



**Annexe à la lettre datée du 8 avril 2011, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport de synthèse sur la manifestation spéciale intitulée
« Les défis et les problèmes liés à l'eau en milieu urbain »
à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau,
célébrée le 22 mars 2011**

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2011, une séance interactive composée de deux tables rondes, suivie d'une séance de questions-réponses, a été organisée par la Mission permanente du Tadjikistan, en collaboration avec la Mission permanente de l'Allemagne, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et South-South News. La session intitulée « *Les défis et les problèmes liés à l'eau en milieu urbain* », a réuni un vaste éventail d'orateurs et de participants représentant les Missions permanentes auprès des Nations-Unies, les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies, le monde académique, le secteur privé et les médias.

Dans ses observations liminaires, Sirodjdin Aslov, Représentant permanent du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations-Unies, a accueilli les orateurs et les participants à cette manifestation. Il a ensuite souligné qu'outre la célébration mondiale de la Journée mondiale de l'eau qui se tient à Cape Town, Afrique-du Sud, la Mission permanente du Tadjikistan auprès des Nations Unies, en collaboration étroite avec d'autres co-organisateur, a convoqué cette manifestation afin d'échanger des idées et des connaissances sur les défis liés à l'eau en milieu urbain, notamment l'impact de la croissance rapide et les pressions qui en résultent sur les réserves d'eau douce.

M. Aslov a poursuivi en affirmant que le prix élevé de l'eau était devenu insoutenable d'un point de vue économique et écologique, incitant à l'adoption d'approches globales pour aborder les problèmes posés par les utilisateurs d'eau qui rivalisent d'exigences. En outre, il a préconisé d'identifier les mesures à long-terme de conservation de l'eau et de faire du développement durable des villes et des ressources publiques une priorité. M. Aslov a enfin décrit la situation du secteur de l'eau au Tadjikistan et a souligné quatre défis, à savoir :

1. Le manque de ressources financières pour mettre en œuvre des projets et des programmes d'approvisionnement en eau dans les zones urbaines et rurales;
2. Des défis technologiques dans la production industrielle de l'eau, le contrôle de la qualité de l'eau et les systèmes d'évaluation des ressources en eau;
3. Des défaillances des systèmes énergétiques dues à la pénurie de sources énergétiques;
4. Des changements climatiques et des catastrophes naturelles;

5. Des facteurs démographiques tels que la croissance rapide de la population et le développement des villes et autres établissements.

M. Aslov a ensuite souligné l'engagement de son Gouvernement à promouvoir la coopération internationale concernant les ressources en eau, qui a été à l'origine des résolutions de l'Assemblée générale qui ont donné naissance à l'Année internationale de l'eau douce (2003), suivie par la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2003) et l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau (2013), visant à répondre aux besoins humains et industriels en matière d'eau. Il a également cité la stratégie de développement national du Tadjikistan, le Programme d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (2008-2020) et le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Accompagnée de réformes globales, la mise en œuvre réussie des cadres décrits ci-dessus et des lois nationales permettrait au Gouvernement, selon M. Aslov, d'augmenter l'accès de sa population à l'eau potable de 90 %. En conclusion, M. Aslov a insisté sur la nécessité d'attirer un investissement international direct et une coopération multilatérale aux niveaux national, régional et international.

Joseph Deiss, Président de l'Assemblée générale, a exprimé dans ses observations sa gratitude à l'égard de la Mission permanente du Tadjikistan et les co-organisateurs d'avoir organisé une manifestation basée à New York qui a facilité les discussions et l'échange d'idées sur les défis liés à l'eau dans un milieu urbain. Il a fait référence à la nature complexe de l'eau, qui est à l'origine à la fois du paysage, des sources d'énergie naturelles et renouvelables, et du transport pour faciliter le développement du tissu privé et commercial des villes. Partout dans le monde, les communautés s'étaient regroupées depuis longtemps autour des lacs, des ruisseaux, des rivières et des océans, dont elles tiraient les fruits, a-t-il dit. Il a toutefois souligné que l'eau pouvait être également destructrice comme on l'a vu récemment avec les exemples tragiques du Tsunami au Japon, des inondations au Pakistan et des glissements de terrain au Brésil. Rappelant que l'eau était avant tout généreuse et à l'origine de la vie, il a fait allusion au fait que le bien-être et la croissance économique d'une société dépendaient d'une certaine manière de l'état du système d'approvisionnement en eau dans la mesure où ses citoyens comptaient sur l'eau douce pour survivre au quotidien.

M. Deiss a ensuite relevé que la combinaison des changements climatiques, de la croissance rapide de la population, de l'urbanisation et de l'industrialisation affectait de plus en plus les réserves disponibles et la qualité de l'eau, soulignant que dans le monde aujourd'hui plus d'un milliard de personnes n'avaient toujours pas accès à l'eau potable ni aux installations sanitaires de base.

Il a affirmé que de nombreux pays devaient accroître leurs efforts afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sur le respect de l'environnement. En outre, a-t-il poursuivi, des maladies comme le choléra et la diarrhée, qui étaient liées de près à l'eau contaminée et à un assainissement insuffisant, ont provoqué la mort de beaucoup trop d'individus alors qu'elle pouvait facilement être évitée. À ce titre, la disponibilité de l'eau jouait un rôle essentiel pour répondre aux besoins multiples des sociétés. Il a exprimé ensuite sa préoccupation à l'égard de la compétition transfrontière et des conflits liés à l'eau, toujours trop présents, rappelant que le problème de la pénurie d'eau ne devait pas venir s'ajouter à la kyrielle de causes existantes de conflit.

Il a continué en affirmant que la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015) a montré la volonté politique des États Membres de mettre en pratique leur reconnaissance collective de l'importance de l'eau, et notamment pour atteindre les objectifs convenus au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la viabilité environnementale. Il s'est donc réjoui du thème de la discussion d'aujourd'hui sur le rôle des villes qui consiste à promouvoir la conservation, la protection et la gestion durable de l'eau. Rappelant le débat thématique informel qui venait juste d'avoir lieu à l'Assemblée générale sur la réduction des risques de catastrophe, où l'attention s'est portée sur la difficulté de prévenir et de gérer les risques dans les villes, il a affirmé que certaines des conclusions de cette séance s'intégreraient parfaitement dans les discussions de la réunion.

Dans ses observations finales, M. Deiss a fait valoir que, avec la moitié de la population du monde vivant aujourd'hui dans des villes, et avec le rythme soutenu de l'urbanisation, la relation entre les villes et l'eau est devenue de plus en plus importante, rappelant qu'il était difficile d'imaginer l'avenir des villes sans eau ou sans eau propre. En mettant en avant le « paradoxe de l'eau et du diamant » d'Adam Smith, le père fondateur de l'économie qui présente l'eau comme un bien extrêmement utile et en même temps gratuit et disponible, M. Deiss a souligné que les temps ont maintenant changé, insistant sur le fait que nous avons besoin de stratégies pour préserver davantage et mieux gérer cette ressource désormais inestimable. M. Deiss a conclu en disant que le débat provoqué aujourd'hui par cette manifestation permettrait de faire avancer la prise de conscience sur l'urgence des questions évoquées et d'encourager les participants à partager leurs expériences et leurs pratiques respectives afin de faire face de manière créative et efficace à l'interdépendance de l'eau et des villes.

Christopher Williams, Directeur du bureau ONU-Habitat à New York, a rappelé des événements qui ont eu lieu précédemment partout dans le monde afin de célébrer la Journée mondiale de l'eau 2011, notamment les célébrations mondiales à Cape Town, Afrique du Sud, avec des vidéoconférences simultanées dans les diverses régions. Il a expliqué qu'en plus de cet événement, le Programme des Nations Unies pour le développement et les pays du Groupe Vert avaient également organisé des événements à New York. Il a insisté particulièrement sur la retransmission en direct sur Internet de la signature du mémorandum d'accord entre la Banque mondiale et les États-Unis d'Amérique qui a eu lieu plus tôt dans la journée à Washington D.C. et au cours de laquelle la Secrétaire d'État Hilary Clinton et Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale, ont fait le serment de coordonner davantage leurs efforts et leurs investissements dans le secteur de l'eau. La vidéoconférence de Washington D.C., a-t-il dit à la séance, a mis en relation au cours d'une table ronde à Cape Town avec Willem-Alexander des Pays-Bas, Prince d'Orange, le Dr. Joan Clos, Directeur exécutif d'ONU-Habitat, M^{me}. Edna Molewa, Ministre de l'eau et de l'environnement du Gouvernement sud-africain, ainsi que des collègues aux États-Unis à Washington D.C.

Soulignant le rôle accru des institutions internationales de haut niveau pour catalyser les manifestations mondiales de l'ONU destinées à promouvoir des initiatives, il s'est félicité de l'importance accordée à l'eau et aux villes. M. Williams a souligné le double défi de l'urbanisation, c'est-à-dire une demande accrue d'une part et un approvisionnement en eau de qualité d'autre part. L'équilibre entre les deux éléments en milieu urbain, a-t-il dit, était inadéquat dans la plupart

des cas. Il a ajouté que les conclusions d'ONU-Habitat en matière de logement et d'urbanisation rapide mettent l'accent sur la nécessité de stratégies bien pensées qui prennent en compte la croissance économique.

Tout en expliquant qu'une urbanisation rapide des zones rurales, en l'absence d'industrie manufacturière et d'offres d'emploi, crée des besoins énormes pour les villes en terme d'emploi et de services de base, notamment l'eau, M. Williams a toutefois mis en lumière les avantages potentiels de l'urbanisation liés à l'eau. Il a cité comme exemples (1) l'économie d'échelle obtenue si l'on touche un grand nombre de personnes dans les zones urbaines par rapport aux zones peu peuplées ou aux zones rurales); et (2) profiter de l'eau comme d'un investissement dans la santé. L'amélioration de la qualité de l'eau dans les villes a eu des implications considérables sur la santé, sur la présence de maladies liées à l'eau et sur l'agriculture urbaine pour une amélioration de la qualité de l'eau et de la production alimentaire. Rappelant les remarques du Dr. Clos à Cape Town à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, M. Williams a souligné que les défis liés à l'eau en milieu urbain passaient par l'aménagement urbain. Des villes mieux conçues, notamment celles qui disposent de rues et d'espaces publics, permettent d'installer des systèmes d'approvisionnement en eau. Les villes qui ont été planifiées à l'avance, à l'échelle et par étapes, étaient mieux positionnées pour s'équiper en systèmes d'approvisionnement en eau qui pouvaient anticiper et faire face de manière efficace à l'impact de la croissance.

Andreas Pfaffernoschke, Conseiller, Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies, a souligné dans sa présentation la concentration des négociations en cours à New York qui sont étroitement liées à l'eau sur la Conférence Rio+20 et l'économie verte, où l'eau joue un rôle fondamental pour le développement durable, évoquant l'importance de l'eau pour les populations croissantes dans les villes et les mégapoles. Mettant en lumière les défis mondiaux urgents tels que les réserves disponibles d'eau douce, l'assainissement et la concurrence pour l'attribution des ressources, il a souligné que les ressources disponibles en eau en qualité et quantité suffisante constituaient souvent un goulet d'étranglement pour le développement. Il a ensuite insisté sur le fait que les échanges effectués par les utilisateurs d'eau en concurrence pour la production alimentaire, l'énergie, l'approvisionnement en eau potable et les écosystèmes créaient de plus en plus de difficultés pour l'attribution des ressources et la planification, ajoutant qu'à ce problème viendraient se greffer les changements climatiques, la croissance démographique et l'urbanisation. Faisant remarquer l'écart actuel de 40 % dans l'approvisionnement mondial en eau, le Conseiller a dit aux participants que si les tendances actuelles se confirmaient, d'ici 2030 deux-tiers de la population mondiale vivraient dans des régions sujettes à des stress hydriques importants. L'assainissement commencerait également à poser des problèmes.

Les villes, a-t-il affirmé, nécessitaient de transporter des volumes d'eau importants des zones rurales aux zones urbaines, et les fuites d'eau constituaient un réel problème. Parce que les villes avaient en général des besoins alimentaires qui dépassaient les capacités de production des zones avoisinantes et qu'elles comptaient sur des sources d'énergie hors de leurs frontières, le Conseiller a évoqué un risque d'augmentation des déficits futurs en eau, nourriture et sources énergétiques. Il a ajouté que, du fait de la tendance à l'urbanisation, notamment en Afrique subsaharienne, où la population urbaine doublerait dans les années 2010-2050, les villes étaient en train de devenir de grandes consommatrices de toutes les

ressources. D'autre part, les villes étaient des catalyseurs d'innovation et des centres d'activités économiques et de développement. Les villes, disait-il, ont également bénéficié de la concentration de talents divers, d'institutions de recherche et de prestataires de services qui ont contribué à l'ampleur de l'innovation. Il a mis en lumière la pertinence du lien entre l'eau, les denrées alimentaires et l'énergie, notamment dans les zones urbaines, ajoutant que l'utilisation durable des ressources en eau était un ingrédient important de l'économie verte. Faire face aujourd'hui aux défis de cette interdépendance exigeait des solutions qui prenaient en compte les trois éléments fondamentaux, en particulier les villes.

Pour conclure, le Conseiller a rappelé aux participants que le Gouvernement allemand allait lancer un processus d'engagement pluripartite pour la Conférence de Bonn 2011 sur le thème « L'eau, l'énergie et le lien avec la sécurité alimentaire – l'eau dans une économie verte ». La conférence, qui devait avoir lieu à Bonn du 16 au 18 novembre 2011, devrait réunir les gouvernements et les parties prenantes autour de discussions de haut-niveau ayant pour but de positionner l'eau dans le cadre de l'économie verte. Il a également évoqué le Forum mondial de l'eau qui devrait se tenir à Marseille, France, en mars 2012 dans le cadre la coopération franco-allemande.

Lila Hanitra Ratsifandrihamanana, Directrice, Officier de liaison pour la FAO Liaison Office à New York, a concentré ses observations sur les innovations en matière de gestion de l'eau nécessaires pour approvisionner les villes, en insistant tout particulièrement sur l'utilisation de l'eau et sa réutilisation pour l'agriculture dans l'agriculture urbaine et péri-urbaine. Mettant en lumière l'appui que la FAO apporte à la gestion de l'eau, elle a décrit le développement d'AquaStat, un système d'information mondial utilisé pour surveiller la consommation d'eau dans les pays membres. Elle a également mis en lumière un film réalisé par la FAO en 2010, *Des aliments pour les villes*, qui illustrait les problèmes de qualité de l'eau dans certains pays. L'urbanisation rapide est survenue en même temps que d'autres problèmes récurrents tels que le chômage, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Avec cette croissance est apparue également une demande accrue d'eau pour des opérations à la fois privées et commerciales.

La croissance de l'agriculture urbaine et péri-urbaine avait entraîné une demande accrue en eau d'irrigation, entraînant une raréfaction des ressources en eau souvent aggravée par un système d'assainissement insuffisant avec un risque plus élevé de confinements. Ces pressions exercées sur l'approvisionnement des villes en eau exigeaient des solutions non conventionnelles pour créer des villes plus adaptables, a-t-elle souligné. La collecte de l'eau pluviale dans les villes, qui représentait un potentiel non négligeable pour l'agriculture, est restée inexploitée. De bonnes pratiques en matière d'agriculture et de foresterie pourraient également contribuer à un bon aménagement des bassins versants, à la sauvegarde des collecteurs d'eau, et à la réduction du ruissellement et des inondations dans les villes. Elle a ensuite fait l'éloge du traitement et de la réutilisation des eaux usées dans les zones urbaines comme étant l'une des alternatives les moins conventionnelles, qui représentait un potentiel immense pour les environnements urbains, si l'on tient compte des pénuries d'eau à l'intérieur et autour des villes et de l'intérêt croissant pour l'agriculture urbaine. L'épuration des eaux usées dans les villes pour les réutiliser dans l'agriculture urbaine dans les zones urbaines et péri-urbaines a limité la raréfaction des ressources en eau et a dégagé des ressources pour des producteurs de denrées alimentaires. La réutilisation des eaux usées a servi

la fonction première de l'agriculture tout en permettant de recycler un déchet urbain. En outre, la FAO a appuyé les programmes d'irrigation des jardins maraîchers dans les zones urbaines, des micro-jardins dans les bidonvilles et les jardins suspendus dans les centres ville densément peuplés au service des fermiers des villes à faible revenu.

Son organisation, disait-elle, entendait également promouvoir des programmes de développement de villes vertes, notamment l'agriculture urbaine et péri-urbaine qui a permis de réaliser nombre de récoltes au sein des villes et villages, en plus des programmes qui améliorent l'accès à des technologies abordables telles que l'irrigation au moyen d'un meilleur contrôle des systèmes de drainage et des approches de conservation qui minimisent l'érosion du sol. Elle a ensuite identifié les avantages de l'agriculture urbaine et péri-urbaine pour la production alimentaire dans les zones urbaines, pour l'emploi et la génération de revenus, la promotion des villes vertes et de l'environnement. Elle a cependant remarqué que non seulement l'agriculture urbaine et péri-urbaine comprenait une quantité importante de nutriments pour la production de récoltes permettant d'éviter de trop recourir à des fertilisants chimiques, mais qu'elle représentait des risques non négligeables pour la santé des producteurs et les consommateurs sous forme de pathogènes. La Directrice a ensuite fait remarquer que les consignes de la FAO et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour une utilisation sûre des eaux usées avaient été élaborées dans le but de limiter les risques pour la santé.

Enfin, après avoir donné des exemples d'agriculture urbaine durable en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, elle a formulé la nécessité de sortir d'une approche linéaire de la consommation d'eau pour adopter une approche circulaire (épuration des eaux usées dans les villes et leur réutilisation dans l'agriculture). Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant, a-t-elle expliqué, car les villes fournissaient de l'eau, des nutriments et de la matière organique pour l'agriculture, tandis que l'agriculture produisait des denrées alimentaires et fournissait des emplois et des revenus aux villes tout en améliorant le paysage.

Engin Koncagul, Administrateur de programmes pour le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau/UNESCO a partagé certaines conclusions du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau sur les défis liés à l'eau en milieu urbain. Le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, a-t-il-dit, a réuni 27 institutions et parties prenantes pour surveiller et évaluer l'état des ressources mondiales en eau douce et des écosystèmes, et pour formuler des recommandations, ébaucher des études de cas, améliorer la capacité d'évaluation au niveau national et renseigner les processus de prise de décisions. Il a déclaré que compte tenu de la moitié du monde qui est urbanisée, d'une part, et de la population des pays les moins avancés qui augmente à un rythme plus soutenu que les autres, d'autre part, la croissance de la population et l'urbanisation rapide se sont traduites par une compétition farouche pour la répartition des ressources en eau douce. Il a fait écho des déclarations précédentes en affirmant que 47 % de la population mondiale vivrait dans des zones sujettes à des stress hydriques d'ici 2030.

Afin de pouvoir faire face aux stress hydriques, a-t-il poursuivi, il existait des mesures issues de la règle de l'offre et de la demande. Ensuite, faisant référence à une campagne d'économie de l'eau en Turquie qui a résulté en une préservation substantielle des ressources en eau, il a souligné que des mesures simples prises au niveau des ménages pouvaient produire des résultats importants et significatifs. Le

défi principal ne résidait pas dans l'aspect matériel et technologique de l'approvisionnement en eau mais dans l'aspect logiciel tel que les campagnes de sensibilisation, l'engagement et le leadership. Avec des populations en pleine croissance, les villes apportaient des possibilités, mais constituaient également des sources énormes de pollution. Par conséquent, une gestion intégrée de l'eau était importante pour optimiser les avantages de la consommation d'eau tout en limitant la pollution et les risques pour la santé qui en découlaient, a-t-il répété. Il a ensuite conclu en résumant les défis principaux de la gestion des ressources en eau en milieu urbain comme ceux cités ci-dessous et a fait appel à des efforts concertés pour y faire face :

- La population croissante des bidonvilles et les risques pour la santé liés à la vie dans les taudis dus à l'absence ou à l'accès très limité à l'eau potable, l'assainissement et les services médicaux
- Le caractère abordable de l'eau pour des foyers à faibles revenus et à revenus élevés
- Des coûts socio-économiques liés au nombre croissant de maladies liées à l'eau
- L'impact des changements climatiques et des niveaux de la mer en hausse sur les régions côtières et le coût élevé d'adaptation comme une charge financière lourde pour les pays en développement.

Paul Edward, Conseiller principal auprès de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (UNICEF) a concentré son attention sur les problèmes liés à la réalisation des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement portant sur l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement, notamment dans les zones urbaines. Il a fait référence au rapport annuel du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, qui présente des données comparatives sur la proportion de la population dans un environnement à la fois urbain et rural, qui utilise des services sanitaires améliorés et des sources d'eau potable améliorées. Ayant affirmé que la situation était pire dans les zones rurales que dans les zones urbaines, il a déclaré qu'environ 7 personnes sur 10 sans accès à des conditions d'hygiène améliorées et 84 % de la population ne disposant pas d'eau potable de qualité améliorée vivaient dans des zones rurales. Il a cependant souligné que les chiffres mondiaux reflétaient également un problème sous-jacent de progrès dans les zones rurales, aggravé par l'augmentation de la croissance de la population. La défécation à ciel ouvert était de plus en plus courante dans les zones urbaines, a-t-il déclaré, alors que l'on pouvait constater également une augmentation des installations communes dans les zones urbaines.

Tout en remarquant que la situation générale s'améliorait dans les zones urbaines, M. Edwards a souligné l'apparition de nouveaux défis. En outre, les chiffres mondiaux disponibles cachaient des disparités importantes au sein des zones à revenus faibles, moyens et élevés, notamment quand les données n'étaient pas ventilées par catégories de zones urbaines, ces dernières pouvant revêtir plusieurs définitions. Ceci affectait la manière dont on évaluait les progrès réalisés. Bien que les zones urbaines aient été mieux approvisionnées en eau courante, l'existence de l'infrastructure ne reflétait pas le niveau des réserves d'eau disponible par ménage. Il a ensuite déclaré que le postulat selon lequel des installations améliorées impliquaient un accès à l'eau salubre et à l'assainissement n'était pas

valable parce que, dans les zones urbaines, les installations étaient en général contaminées et l'accès continu à l'eau risquait d'être limité. Reconnaisant les problèmes de suivi s'agissant de dresser un tableau réaliste des zones urbaines, M. Edwards a déclaré que le Programme commun de surveillance s'employait à renforcer les systèmes de suivi en y intégrant des enquêtes plus spécifiques à l'environnement urbain, utilisant des données ne provenant pas de l'enquête pour compléter les efforts du programme commun et en s'alliant avec des pays qui adoptaient des approches nouvelles afin d'offrir une image plus détaillée de la situation urbaine d'ici 2015.

M. Francis Lorenzo, Président de South-South News, a reconnu le rôle de chef de file du Tadjikistan sur les questions liées à l'eau, comme le reflète leur travail sur les différentes résolutions qui ont été adoptées par les Nations Unies. Il a également remercié ONU-Habitat et les autres coorganisateur pour l'appui au South-South News, et la Mission permanente ainsi que d'autres organisations internationales, sur des questions liées à l'eau. Il a ensuite mis en lumière l'importance de l'accès à l'eau afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et les effets néfastes sur la santé, l'assainissement et tous les aspects du développement. L'accès à l'eau était fondamental pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, et il n'était possible de garantir un accès durable et équitable à l'eau qu'en réglant des situations extrêmes de réserves d'eau disponibles avec une bonne gestion de l'eau, et en fournissant des services d'assainissement et d'eaux usées adéquats.

M. Lorenzo a également souligné que les directives et les initiatives relatives aux réserves d'eau et à l'accès à l'assainissement étaient essentielles pour sortir la population de la pauvreté, pour garantir une sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, et pour contribuer au développement durable. La volonté politique et l'engagement financier devaient venir de partenaires nationaux de développement et être davantage renforcés et érigés en priorités afin de garantir l'obtention des cibles internationales liées à l'eau pour les pays en développement, comme mentionné dans la Déclaration de Douchanbe sur l'eau. South-South et les initiatives de type triangulaire en matière de gestion de l'eau devaient prendre en compte les diverses réalités figurant dans chaque cas. Par conséquent, la coopération devrait être favorisée par des moyens financiers traditionnels et des approches plus larges en encourageant l'échange d'expériences, les meilleures pratiques, les enseignements tirés de l'expérience et le partage de technologies et de savoir-faire solides en matière d'environnement. Dans ce contexte, il a dit au public que South-South News avait été présent et avait facilité la couverture en profondeur de l'examen à mi-parcours de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » 2005-2015 (Douchanbe, 2010), de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques (Cancun, 2011) et lors de la Conférence de haut-niveau sur les médias et les changements climatiques (Nairobi, 2010). Enfin, il a reconnu l'importance du rôle des médias dans les campagnes de sensibilisation et des informations précises sur les changements climatiques. Il a attiré l'attention sur la capacité des médias de sensibiliser le public au niveau mondial. M. Lorenzo a ensuite visionné une vidéo produite par South-South News sur la coopération sud-sud et la coopération de type triangulaire en matière de gestion de l'eau.

Adnan Altay Altinörs, Mission permanente de la Turquie auprès des Nations-Unies, s'est exprimé face durant la séance sur le rôle des autorités locales qui

doivent fournir aux établissements humains un accès aux services de base. Les municipalités, a-t-il dit, étaient les principaux fournisseurs d'eau dans les zones urbaines. Cependant, elles ne disposaient pas des capacités renforcées et des ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités. Affirmant que le cinquième Forum mondial de l'eau (Istanbul, 2009) avait fondé beaucoup d'espoir sur les autorités locales, M. Altinörs a attiré l'attention sur la signature du Pacte d'Istanbul sur l'eau pour les autorités locales et régionales, signé par 43 maires et dirigeants locaux en 2009. Affirmant que le pacte d'Istanbul sur l'eau avait fourni un cadre à l'élaboration des questions liées à l'eau dans le but de pouvoir adapter davantage de villes, l'orateur a énuméré les éléments importants du consensus ci-dessous :

1. L'accès à une eau de qualité et à l'assainissement est un droit fondamental pour tous les êtres humains et joue un rôle essentiel dans leur vie et leurs moyens de subsistance, la préservation de la santé et la lutte contre la pauvreté;
2. L'eau est un bien public et, en tant que tel, doit rester sous contrôle public, que les services soient détachés au secteur privé ou non;
3. L'assainissement est aussi important que l'approvisionnement en eau et doit figurer à l'ordre du jour des gouvernements locaux, régionaux et nationaux;
4. Les bidonvilles et établissements informels à l'intérieur et aux alentours des villes sont en pleine croissance et la pauvreté devient de plus en plus un problème urbain, d'où la nécessité de se pencher rapidement sur le lien entre l'accès à l'eau, l'assainissement et la propriété; et
5. La nature, la portée et la dynamique des problèmes liés à l'eau montrent des ressemblances et des différences si l'on compare les situations dans les pays en développement et les pays industrialisés. Si une infrastructure insuffisante ou vieillissante constitue un obstacle dans les deux cas, la capacité de financement et de renforcement et l'amélioration des cadres juridiques sont des préoccupations de base, surtout dans les pays en développement.

Les dirigeants locaux à Istanbul se sont également engagés à :

1. Dresser une évaluation des pressions internes et externes sur les ressources locales en eau;
2. Adapter leur infrastructure d'approvisionnement en eau et leurs moyens d'action face aux nouveaux défis tels que les changements climatiques; et
3. Accélérer la mise en œuvre des engagements pris relatifs à l'accès à l'eau tels qu'ils sont décrits dans les objectifs de développement adoptés au niveau international.

Pour conclure, il a déclaré que les réserves d'eau méritent d'être considérées comme des priorités à tous les niveaux et que les efforts doivent être renforcés afin d'atteindre les objectifs de développement adoptés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans ses observations, Christine Alfsen s'exprimant au nom de l'UNESCO, a rappelé que nombre de zones urbaines avaient été fondées sur les rives de grandes rivières, ou dans des zones de ruissellement d'eau douce, où la nappe d'eau souterraine était proche de la surface, ce qui nous amène à dire qu'il y avait une connexion culturelle étroite entre les établissements urbains et les systèmes d'approvisionnement en eau (marécages, rivières, lacs, océans et mers). Elle a souligné que les problèmes liés à l'eau (pollution, raréfaction des ressources et accès, inondations, désastres naturels, santé publique) étaient complexes, interconnectés et qu'ils se manifestaient aux niveaux géographique, temporel et juridictionnel. M^{me} Alfsen a cité ensuite le système hydrologique complexe qui reliait l'affluent du Mékong, notamment la rivière et le lac Tonle Sap, les vestiges de l'empire Angkor, avec Phnom Penh, la capitale du Cambodge, et constituaient une illustration vivante de ces interdépendances aux niveaux géographique et temporel.

Elle a également affirmé que les problèmes globaux actuels liés à l'eau dans les villes ne devaient pas être pris comme des cas isolés. Ils étaient un symptôme d'un défi complexe et interconnecté, notamment les pressions humaines accrues sur des ressources naturelles limitées et des systèmes sociaux et écologiques dans un contexte de changements climatiques. M^{me} Alfsen a relevé que des modes d'utilisation des ressources non durables, dont l'eau, n'incombait pas aux villes. Elle a souligné que l'inégalité et le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement étaient au cœur de nombreux problèmes liés à l'eau dans les villes. La population, ses modes de consommation et son mode de vie qui variaient beaucoup en fonction de son pouvoir d'achat étaient à l'origine de l'extraction de l'eau, de son utilisation et de la production d'eaux usées. L'habitant moyen de l'Indonésie avec un PIB de 3 900 dollars des Etats-Unis par habitant utilisait 28,9 mètres cubes par personne par an, alors que l'habitant moyen du Canada avec un PIB de 40 200 dollars des États-Unis utilisait 276.0 mètres cubes par an. Cette relation, a-t-elle dit, était inversée dans les pays en développement, mais qu'il s'agit d'une question de revenu plutôt que d'inefficacité. Les pauvres se trouvaient souvent dans des situations précaire à cause d'une mauvaise planification et du manque de systèmes de gouvernance appropriés.

Citant l'expérience de la Nouvelle Orléans, elle a souligné que, face à une concurrence accrue pour l'espace et les ressources naturelles dans un contexte d'attribution inégale des ressources, les segments les plus désavantagés de la société s'installaient souvent dans des zones écologiquement utiles et vulnérables telles que des zones inondables, des marécages et des zones sujettes à des catastrophes naturelles où ils aggravaient les pressions déjà exercées sur les écosystèmes. La croissance urbaine, pour autant qu'elle ait été bien gérée et qu'elle se soit exercée pour le bénéfice de tous, pourrait être la solution. Les habitants des villes exerçaient en général une empreinte écologique et une empreinte carbone par habitant moins importantes que celles de leurs homologues ruraux. Un taux de fertilité très faible, qui à son tour pourrait faire chuter les pressions exercées par l'homme sur les ressources naturelles constituait une autre conséquence générale de l'urbanisation (Montgomery et autres, 2003).

Les villes représentaient la source de l'innovation, de la recherche et du développement et regroupaient également les ressources humaines et financières. Étant souvent le centre du pouvoir politique, elles jouissaient également d'une motivation pour trouver des solutions à des problèmes complexes qui seraient passés inaperçus ailleurs. Elle a présenté le système d'approvisionnement en eau potable

des Catskill/Delaware, qui fournissait 1,3 milliard de gallons d'eau non filtrée par jour aux 9 millions d'habitants de New York pour illustrer ce phénomène. M^{me} Alfsen a également rappelé la nécessité de dépasser l'approche conventionnelle de la gestion de l'eau en adoptant une approche écosystémique de la gestion de l'eau. L'approche conventionnelle de la gestion de l'eau, selon laquelle l'eau n'était qu'un produit de base et des services pour les consommateurs, ne tenait pas compte du fait que l'accès à une eau propre et salubre dépendait de l'état et des fonctions des écosystèmes (Bridgewater, 2011). Promouvoir une utilisation rationnelle des ressources en eau pour le développement et la protection de l'environnement dans les zones urbaines supposait un plan d'action qui sortait du cadre des compétences des municipalités, car celles-ci ne contrôlaient pas les activités humaines à l'échelle du bassin de la rivière (lac ou nappe d'eau). Cela, a-t-elle ajouté, a sollicité de nombreuses formes de collaboration et de motivation au niveau du paysage/des bassins versants comme le reflétait l'expérience d'Istanbul avec le bassin versant Omerli.

Elle a déclaré que le niveau du paysage urbain facilitait la collaboration entre tous les niveaux, les secteurs et les intérêts, la pensée interdisciplinaire et la pensée systémique ainsi que les solutions de gestion adaptatives. Ainsi, on pouvait donc penser que la plupart des problèmes du monde apparemment insolubles, tels que garantir l'accès à l'eau pour une planète qui compte 9 milliards d'habitants, pouvaient se résoudre s'ils étaient abordés à une échelle différente. La connaissance, la prise de conscience, l'innovation, les sources de financement et la technologie ainsi que la volonté politique et les systèmes de gouvernance adaptatifs étaient souvent présents dans les villes même quand ils étaient absents au niveau national. Comme exemple d'une telle collaboration, elle a cité le succès remporté par le Maire de Mexico City, qui a convaincu 138 maires, avant la Conférence de Cancun, d'engager leurs gouvernements à limiter la production de gaz à effet de serre, alors que les responsables politiques nationaux n'arrivaient toujours pas à trouver un accord.

Mettant davantage l'accent sur la coopération, M^{me} Alfsen a présenté la « biosphère humaine » (URBIS) : un concept de planification et de gestion durable qui tendait à intégrer la conservation, l'éducation et la recherche avec des pratiques durables à la bonne échelle dans le paysage urbain. Cette approche, a-t-elle dit, était promue et testée par une coalition de partenaires dont l'Union Internationale pour la conservation de la nature, l'organisation Local Governments for Sustainability, le Stockholm Résilience Centre, l'UNESCO et l'Université des Nations Unies. Elle propose le cadre nécessaire pour la collaboration entre les municipalités, garantit que la science et la prise de conscience soient à la base de la prise de décisions et que l'éducation serve à intégrer les meilleures pratiques de gestion. Elle prône également une reconnaissance holistique de l'eau et des autres ressources naturelles, ainsi qu'une gestion adaptative qui intègre l'égalité de l'accès à la terre et aux ressources.

En conclusion, M^{me} Alfsen a souligné que nombre de solutions aux défis liés à l'eau en milieu urbain résidaient dans une meilleure gouvernance adaptative des systèmes sociaux et écologiques liés à une échelle permettant d'appréhender les problèmes écologiques, économiques et sociaux simultanément et de manière intégrée. Nombre de régions urbaines étaient en train de mettre en œuvre des politiques en ce sens alors que les enjeux étaient élevés et les conséquences de l'inaction souvent inacceptables. Alors que nous abordions le Sommet Rio + 20 en

cherchant des solutions de durabilité mondiale, elle a souligné qu'il serait prudent d'incorporer l'expérience et le parcours des régions urbaines dans les solutions apportées aux défis de l'eau et des autres défis.

M. le Maire Douglas H. Palmer, Palmer & Associates LL, s'est concentré sur la préparation aux situations d'urgence liées à l'eau en milieu urbain. S'exprimant au nom de l'expérience nationale des États-Unis, son message portait essentiellement sur la capacité des villes de mettre en place des stratégies de préparation à l'avance plutôt que de réagir à ces situations quand elles survenaient. M. Douglas a également soulevé des questions pertinentes sur les réponses urbaines dans des situations où l'eau potable n'était pas disponible. Il a insisté sur la nécessité absolue de mettre en place des plans d'approvisionnement en eau qui soient coordonnés et complets, qui garantissent des réponses durables aux situations d'urgence et qui atténuent les risques encourus par les villes sur les plans privé, public et commercial.

Alors que les Nations-Unies ont attiré l'attention des participants sur les questions liées à l'eau, il a déclaré que les maires américains s'étaient également penchés sur ces questions depuis plusieurs années. En outre, il a rappelé que la Conférence américaine des maires et le Conseil des maires sur l'eau conféraient à l'eau une importance capitale en tant que ressource pour les populations, le développement économique et la durabilité. En mettant en lumière sa collaboration avec Pure Safe Water Systems, Inc en vue d'élaborer des systèmes mobiles d'intervention d'urgence qui peuvent purifier et fournir de l'eau dans des zones aussi reculées que Haïti ou aussi peuplées que Trenton, New Jersey, il a incité à adopter des dispositifs d'encadrement qui mettraient une pression sur le secteur privé afin que celui-ci trouve des ressources en eau distillée et les mette à disposition dans des situations d'urgence. Enfin, soulignant l'infrastructure vieillissante aux États-Unis, le Maire Palmer a renforcé la nécessité de synchroniser les efforts de conservation à long-terme avec un investissement dans l'infrastructure urbaine et le besoin d'adopter un plan coordonné pour que les systèmes d'approvisionnement en eau fournissent de l'eau potable durable en cas de besoin.

Félicitant le Maire Palmer pour son intervention, Gerard R. Stoehr, Directeur opérationnel de Pure Safe Water Systems, Inc, a insisté sur la planification dans les situations d'urgence, essentiellement sur la planification à plus long-terme pour des événements à court-terme. Sa présentation portait sur la planification du quotidien ainsi que sur celle des situations de catastrophe, telles qu'elles avaient été identifiées au cours de la Conférence américaine des maires. Il a déploré toutefois l'absence de savoir-faire dans la planification et l'intervention face aux catastrophes. Les titres de journaux sur des catastrophes récentes dans le monde, a-t-il souligné, reflétaient un manque de préparation et le besoin d'une planification à plus long-terme. Une mauvaise préparation a eu un impact économique et social sur tous les secteurs de la vie. Il a donc exhorté les parties prenantes à passer de l'inquiétude à l'action et a mis l'accent sur une approche à plus long-terme de la planification de la gestion de l'eau. En outre, des données disponibles aux États-Unis ont entre autres prouvé qu'un pourcentage plus élevé de financement des autorités en matière d'eau était alloué à la maintenance et aux opérations journalières. L'infrastructure, les réparations importantes étaient également mentionnées. En outre, les données indiquaient que la responsabilité de la planification et du budget pour les situations d'urgence étaient souvent partagée entre diverses autorités. C'est pourquoi, faisant partie intégrante du plan d'action, la

planification de l'intervention d'urgence en matière d'approvisionnement en eau devait figurer dans chaque mécanisme d'intervention dans les zones urbaines.

Il a également souligné les critères essentiels pour un système d'intervention d'urgence efficace en matière d'approvisionnement en eau, notamment :

1. Capacité de s'approvisionner en eau sans avoir besoin d'identifier au préalable les contaminants;
2. Système mobile qui se déploie facilement dans de multiples emplacements;
3. Dépasser les méthodes de purification et intégrer la distribution;
4. Relier des systèmes d'intervention d'urgence aux systèmes du plan d'urgence d'une ville.

Il a ensuite présenté une vidéo, intitulée *When Disaster strikes, will you be ready (Quand la catastrophe surviendra, serez-vous prêts)*, qui mettait en lumière l'impact des situations d'urgence liées à l'eau et l'efficacité du système Pure Safe Water system comme première intervention.

Au cours d'une séance de questions-réponses, les représentants des délégations ont remercié la Mission permanente du Tadjikistan d'avoir évoqué le thème de l'eau et de l'urbanisation. Le Représentant du Brésil a rappelé le consensus international sur l'importance de l'eau potable et a souligné le lien existant avec les droits de l'homme. Le renforcement des capacités, l'échange de meilleures pratiques ont joué un rôle important dans la préparation de la Conférence Rio+20. La délégation américaine a remercié les orateurs d'avoir fait référence à l'initiative prise par la Secrétaire d'État Clinton à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2011. Les États-Unis étaient un partenaire déterminé à aborder les questions mondiales liées à l'eau et ont considéré le thème de l'eau comme une question primordiale de politique étrangère, comme en témoigne la signature du mémorandum d'accord entre les États-Unis et la Banque mondiale. Le Représentant du Bangladesh a demandé comment les États Membres pouvaient avoir accès à un financement pour bâtir des installations de traitement des eaux afin de pourvoir aux besoins de leurs populations en pleine croissance.

Commentant les progrès réalisés au niveau du suivi des objectifs de développement adoptés au niveau international, Ricardo Martinez de la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales a informé les participants à la réunion que la Commission de statistique des Nations-Unies avait adopté un dispositif d'encadrement pour les comptes économique et environnemental afin d'organiser les informations recueillies sur des questions environnementales et économiques. Il a également mentionné que la Commission avait adopté l'indicateur pour l'eau et, plus récemment, la Commission avait adopté la recommandation internationale pour les statistiques sur l'eau. M. Martinez a conclu en affirmant qu'il était nécessaire d'établir des relations entre l'eau et le monde des statistiques pour un meilleur suivi et une meilleure évaluation. En outre, plusieurs représentants de la société civile ont pris la parole. Fatima Rodrigo de l'association « International Presentation Organization » s'est interrogée sur les plans de développement à long-terme pour les zones rurales afin de réduire les migrations vers les zones urbaines. Représentant également la société civile, D. Moritz de Global Scholarly Publications, a demandé si des projets étaient en cours pour créer un forum visant à gérer les conflits entre les utilisateurs d'eau en amont

ou en aval. Enfin, la Reine mère, Maire de la communauté de Harlem et porte-parole pour l'Afrique, Delois Balkely, s'est interrogée sur l'attribution de l'eau et des ressources financières.

Pour conclure, M. Williams a résumé les thèmes et les résultats de la discussion en 10 points principaux, énumérés ci-dessous :

- L'accent sur une approche systémique au sein du secteur de l'eau est essentiel
- Une approche régionale ou au-delà de la ville qui intègre les dimensions politiques plus larges et celles de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales, urbaines et autour des bassins
- Le rôle essentiel de prise de décisions des autorités locales en matière de solutions d'eau potable et de villes, notamment dans les situations d'urgence
- Une infrastructure vieillissante, spécifique aux pays industrialisés, et l'investissement nécessaire pour l'améliorer
- La prévention des catastrophes, la préparation et la réduction du risque pour le Nord et le Sud
- Le rôle clé des médias, avec un accent particulier sur les communications sud-sud et de type triangulaire, le transfert de technologies et l'échange de meilleures pratiques
- L'importance de surveiller des statistiques et des données et le besoin de maîtriser davantage la dimension urbaine sur les questions liées à l'eau en termes de qualité et d'assainissement
- Aborder les distinctions entre zones rurales et zones urbaines afin de mettre en avant les liens, les opportunités et les contraintes quand le monde se déplace vers les zones urbaines. Des approches de développement territorial équilibré qui étudient les dimensions rurales et urbaines et les voies d'eau
- Réutilisation des eaux usées des villes pour l'agriculture urbaine et les besoins en eau non potable. Étudier les moyens de déployer des systèmes de réutilisation.
- Les autorités à tous les niveaux reconnaissent que l'eau constitue une priorité et une question essentielle pour tous les niveaux (gouvernement local et national, institutions du système des Nations Unies, organisations non gouvernementales et le secteur privé)

Dans ses observations finales, M. Aslov a remercié toutes les personnes présentes d'avoir participé à la manifestation où ont été évoquées les questions urgentes liées à l'eau dans un contexte mondial de zones urbaines. Il a rappelé les divers aspects des défis urbains et les recommandations qui ont été formulées par ce débat. Il a ensuite informé les participants qu'un rapport de synthèse de la séance serait préparé et distribué aux participants. Ses observations finales ont été suivies par la motion de remerciement de Felix Matos Rodriguez, Président de Hostos Community College, New York.